

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2023/45685]

Extrait de l'arrêt n° 120/2023 du 14 septembre 2023

Numéros du rôle : 7850 et 7886

En cause : les recours en annulation de l'article 64, § 2, de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II », introduits par E.G. et I.M. et par l'ASBL « Ligue des droits humains » et l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia et K. Jadin, assistée du greffier N. Dupont, présidée par le président P. Nihoul, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 août 2022 et parvenue au greffe le 31 août 2022, un recours en annulation de l'article 64, § 2, de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II » (publiée au *Moniteur belge* du 8 août 2022) a été introduit par E.G. et I.M., assistés et représentés par Me L. Laperche, avocate au barreau de Liège-Huy.

Par la même requête, les parties requérantes demandaient également la suspension de la même disposition légale. Par l'arrêt n° 135/2022 du 20 octobre 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.135), publié au *Moniteur belge* du 13 mars 2023, la Cour a rejeté la demande de suspension.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 novembre 2022 et parvenue au greffe le 10 novembre 2022, un recours en annulation de la même disposition légale a été introduit par l'ASBL « Ligue des droits humains » et l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », assistées et représentées par Me L. Laperche.

Par la même requête, les parties requérantes demandaient également la suspension de la même disposition légale. Par l'arrêt n° 24/2023 du 9 février 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.024), publié au *Moniteur belge* du 10 juillet 2023, la Cour a rejeté la demande de suspension.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 7850 et 7886 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 64, § 2, de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II » (ci-après : la loi du 30 juillet 2022). Cette disposition fait partie du chapitre 15 de cette loi, intitulé « Mesure temporaire afin de réduire la surpopulation dans les prisons ».

B.1.2. L'article 64 de la loi du 30 juillet 2022 dispose :

« § 1^{er}. Le directeur octroie la libération anticipée au condamné qui se trouve dans les conditions de temps pour l'octroi de la libération conditionnelle, à partir de six mois avant la fin de la partie exécutoire de la ou des peines privatives de liberté auxquelles il a été condamné.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le condamné dont la modalité d'exécution de la peine est révoquée par le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines pendant la durée de validité de cette mesure est exclu de la libération anticipée pendant six mois à compter de l'exécution du jugement de révocation.

Si la libération anticipée n'est pas révoquée, elle court jusqu'à la fin de la peine.

Si la libération anticipée est révoquée, elle ne peut plus être octroyée à nouveau.

§ 2. Les condamnés suivants sont exclus de la libération anticipée visée au paragraphe 1^{er} :

- les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de dix ans;
- les condamnés qui subissent une ou plusieurs peine(s) d'emprisonnement pour des faits visés au livre II, titre *Iter*, du Code pénal;

- les condamnés qui subissent une ou plusieurs peine(s) d'emprisonnement pour des faits visés aux articles 417/7 à 417/24, 417/50, 417/55, 417/56, 417/59 et 417/63 du Code pénal;

- les condamnés qui font l'objet d'une condamnation avec une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines, conformément aux articles 34^{ter} ou 34^{quater} du Code pénal;

- les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour;

- les condamnés qui sont suivis par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace dans le cadre des banques de données communes visées aux articles 44/11/3^{bis} à 44/11/3^{quinquies} de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ».

B.1.3. En vertu de l'article 64, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 2022, le directeur octroie la libération anticipée au condamné qui se trouve dans les conditions de temps pour l'octroi de la libération conditionnelle, à partir de six mois avant la fin de la partie exécutoire de la ou des peines privatives de liberté auxquelles il a été condamné, moyennant le respect de plusieurs conditions. Le condamné doit n'avoir pas fait l'objet d'une révocation d'une modalité d'exécution de la peine dans les six mois qui précèdent par le juge ou le tribunal de l'application des peines. Le directeur doit également s'assurer de la faisabilité de la mesure et vérifier que le condamné dispose d'un logement et de moyens d'existence suffisants (article 65, § 1^{er}).

Le directeur peut révoquer la libération anticipée lorsqu'il existe des indications sérieuses selon lesquelles le condamné n'a pas respecté l'interdiction de commettre des infractions ou lorsqu'il ne respecte pas la condition de ne pas importuner les victimes et de quitter immédiatement les lieux lorsqu'il rencontre une victime (article 65, § 3, de la même loi).

B.1.4. La libération anticipée est une mesure temporaire visant à réduire la surpopulation dans les prisons, dans l'attente de la création de nouvelles places au sein du système pénitentiaire. Elle s'applique jusqu'au 31 août 2023. Le Roi peut toutefois en prolonger l'application, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, jusqu'au 31 décembre 2024 (article 66 de la loi du 30 juillet 2022). Les travaux préparatoires mentionnent à cet égard :

« Compte tenu de la situation actuelle de surpopulation dans les prisons et des perspectives à cet égard, il est nécessaire de conserver temporairement la mesure de libération anticipée qui avait été utilisée dans le but de lutter contre la crise du coronavirus en tant que cette fois qu'instrument de lutte contre la surpopulation et ce, jusqu'au 31 août 2023. Cette date peut être prolongée par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, jusqu'au 31 décembre 2024.

Cette mesure est donc prévue dans un premier temps jusqu'au 31 août 2023, mais peut être prolongée jusqu'à fin 2024. Entre la fin de cette année et la fin 2024, de la capacité permanente de détention sera ajoutée. Une évaluation à mi-parcours d'ici au 31 août 2023 s'impose toutefois » (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 77).

Si la libération anticipée n'est pas révoquée, elle court jusqu'à la fin de la peine (article 64, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi). Elle s'accompagne d'un délai d'épreuve qui est égal à la durée des peines privatives de liberté qu'il restait à subir au moment de la libération anticipée, pendant lequel le condamné ne doit pas commettre d'infraction ni importuner les victimes, et quitter immédiatement les lieux lorsqu'il rencontre une victime (article 65, § 2, alinéas 1^{er} et 2).

B.1.5. Plusieurs catégories de condamnés sont exclues de la mesure, en vertu de l'article 64, § 2, attaqué, de la loi du 30 juillet 2022, à savoir les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la durée totale s'élève à plus de dix ans (premier tiret), les condamnés qui subissent une peine d'emprisonnement pour des faits de terrorisme (deuxième tiret) ou pour des faits portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes mœurs (troisième tiret), les condamnés dont la condamnation est assortie d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines conformément aux articles 34^{ter} ou 34^{quater} du Code pénal (quatrième tiret), les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour (cinquième tiret) et les condamnés qui sont suivis par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (ci-après : l'OCAM) dans le cadre des banques de données communes visées aux articles 44/11/3^{bis} à 44/11/3^{quinquies} de la loi du 5 août 1992 « sur la fonction de police » (ci-après : la loi du 5 août 1992) (sixième tiret).

Ces exclusions sont justifiées dans les travaux préparatoires comme suit :

« Le paragraphe 2 reprend les catégories de condamnés qui sont exclus de la libération anticipée. Ce sont les mêmes catégories que pour la libération anticipée ' COVID ', et la justification est la même. Il s'agit des personnes qui sont condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de 10 ans, car le total des peines est trop élevé et qu'il est trop dangereux de libérer ces condamnés anticipativement de manière automatique, sans examiner aucune contre-indication. Par ailleurs, la nature de la peine est également utilisée comme critère : condamnation pour des faits de mœurs, infractions terroristes, et condamnations avec une mise à disposition du tribunal de l'application des peines. Les étrangers sans droit au séjour sont également exclus. Enfin, les personnes condamnées qui sont suivies par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes sont également exclues. La justification de l'exclusion est la même que pour les autres catégories : le danger que représentent ces condamnés pour la société » (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 80).

Quant à la recevabilité

B.2.1. Les deux parties requérantes dans l'affaire n° 7886 sont deux ASBL qui ont pour but statutaire la protection des droits fondamentaux des individus.

B.2.2. Étant donné que l'intérêt de ces parties requérantes à demander l'annulation des dispositions attaquées n'est pas contesté, il n'est pas nécessaire d'examiner l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 7850, qui développent une argumentation similaire.

Quant au fond

B.3.1. Les parties requérantes soutiennent que la disposition attaquée viole les articles 10, 11 et 12 de la Constitution, lus le cas échéant en combinaison avec les articles 5 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, le principe d'égalité et de non-discrimination et le principe de proportionnalité, en ce qu'elle exclut d'office plusieurs catégories de condamnés du bénéfice de la libération anticipée six mois avant la fin de leur peine, sans prévoir un examen individualisé de leur situation.

B.3.2.1. Les parties requérantes soutiennent que la disposition attaquée engendre une différence de traitement entre les condamnés selon qu'ils sont visés ou non par une exclusion prévue par la disposition attaquée. Tous les condamnés qui sont visés par une telle exclusion sont obligatoirement exclus du bénéfice de la libération anticipée, sans pouvoir bénéficier d'un examen individualisé de leur situation, alors que les autres condamnés bénéficient de plein droit d'une telle mesure, et ce alors que les condamnés relevant de ces deux catégories peuvent présenter des degrés de dangerosité comparables (première branche du moyen unique dans l'affaire n° 7850; première branche du premier moyen dans l'affaire n° 7886).

B.3.2.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 7850 critiquent notamment le fait que la disposition attaquée traite de manière identique tous les détenus condamnés pour un même type d'infraction, en ce qu'ils sont automatiquement exclus du bénéfice de la mesure de libération anticipée, alors même qu'ils peuvent présenter des degrés de dangerosité qui ne sont pas comparables (seconde branche du moyen unique dans l'affaire n° 7850).

B.3.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 7886 contestent en particulier le fait que les étrangers qui n'ont pas de droit de séjour soient exclus de la mesure de libération anticipée. Selon ces parties requérantes, le statut de séjour d'un condamné ne dit rien de son caractère dangereux ou non (seconde branche du premier moyen dans l'affaire n° 7886).

B.3.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 7886 critiquent également le manque d'objectivité et, partant, de prévisibilité qui entoure l'exclusion des condamnés suivis par l'OCAM de la mesure de libération anticipée. Elles critiquent également l'impossibilité pour ces condamnés de contester un tel suivi par l'OCAM (second moyen dans l'affaire n° 7886).

B.4.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits et de toutes les libertés, en ce compris ceux résultant des conventions internationales liant la Belgique.

Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Ce principe s'oppose, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure critiquée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4.2. L'article 12 de la Constitution garantit la liberté individuelle.

B.4.3. L'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme garantit également le principe d'égalité et de non-discrimination en ce qui concerne la jouissance des droits et libertés mentionnés dans cette Convention et dans ses protocoles additionnels. Parmi ces droits et libertés figure l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme qui dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

- a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;
- b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;
- c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;
- d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;
- e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;
- f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1.c) du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation ».

B.5. La politique répressive, qui englobe l'appréciation de la gravité d'un manquement et la sévérité avec laquelle il peut être puni, y compris les possibilités d'individualisation de la peine et les effets et actions qui y sont attachés, relève du pouvoir d'appréciation du législateur. Celui-ci peut aussi se montrer sévère dans des matières où les infractions peuvent porter gravement atteinte aux droits fondamentaux des individus et aux intérêts de la collectivité. Ces considérations valent également pour l'exécution des peines, spécialement s'il s'agit d'une mesure temporaire visant à diminuer la surpopulation carcérale.

B.6. Dès lors que le grief relatif à l'identité de traitement, mentionnée en B.3.2.2, des condamnés qui sont visés par un motif d'exclusion prévu à l'article 64, § 2, de la loi du 30 juillet 2022, revient en réalité à mettre en cause la proportionnalité de la différence de traitement, mentionnée en B.3.2.1, entre les condamnés qui sont visés par un motif d'exclusion prévu dans cette disposition et les condamnés qui ne sont visés par aucun motif d'exclusion, la Cour intègre l'examen de ce grief dans l'examen de la différence de traitement précitée.

La Cour examine d'abord la différence de traitement en ce qu'elle concerne les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de dix ans (premier tiret), les condamnés qui subissent une peine d'emprisonnement pour des faits de terrorisme (deuxième tiret) ou pour des faits portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes mœurs (troisième tiret) et les condamnés qui font l'objet d'une condamnation assortie d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines (quatrième tiret). La Cour examine ensuite la différence de traitement en ce qu'elle concerne les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour et en ce qu'elle concerne les condamnés qui sont suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes.

En ce qui concerne les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de dix ans, qui subissent une peine d'emprisonnement pour des faits de terrorisme ou pour des faits portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes mœurs, ou qui font l'objet d'une condamnation assortie d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines

B.7. En ce qui concerne les condamnés qui sont visés par un des motifs d'exclusion prévus à l'article 64, § 2, premier à quatrième tirets, de la loi du 30 juillet 2022, la différence de traitement repose sur plusieurs critères distincts, à savoir la durée totale de la ou des peines privatives de liberté (premier tiret), la qualification juridique de l'infraction commise (deuxième et troisième tirets) et, enfin, la circonstance que la condamnation est assortie ou non d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines (quatrième tiret).

Ces critères sont objectifs. La Cour doit examiner s'ils sont pertinents eu égard aux objectifs poursuivis par le législateur.

B.8.1. Comme il est dit en B.1.4, la mesure de libération anticipée est une mesure temporaire visant à réduire la surpopulation dans les prisons, dans l'attente de la création de nouvelles places au sein du système pénitentiaire. Cette mesure suppose, pour être efficace, de pouvoir être facilement et rapidement mise en œuvre. Le directeur exerce une compétence liée et doit libérer le détenu qui remplit les conditions prévues par le législateur, sans disposer d'un pouvoir d'appréciation. La nature de la mesure la rend difficilement conciliable avec l'organisation d'un examen individualisé de la situation de chaque condamné.

Il ressort des travaux préparatoires cités en B.1.5 que l'exclusion de la libération anticipée des différentes catégories de condamnés mentionnées dans l'article 64, § 2, de la loi du 30 juillet 2022 est justifiée par « le danger que représentent ces condamnés pour la société » (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 80).

B.8.2. En ce qui concerne les condamnés visés à l'article 64, § 2, premier à quatrième tirets, de la loi du 30 juillet 2022, les critères mentionnés en B.7 sont pertinents, eu égard à l'objectif du législateur d'exclure les condamnés jugés dangereux de la mesure de libération anticipée. Dans la large marge d'appréciation dont il dispose, s'agissant d'une mesure temporaire de libération anticipée visant à réduire la surpopulation dans les prisons, le législateur a pu raisonnablement considérer, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, que les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la durée totale dépasse dix ans, qui subissent une peine d'emprisonnement pour des faits de terrorisme ou pour des faits portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes mœurs, ainsi que les condamnés qui font l'objet d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines représentent un danger particulièrement important pour la collectivité et qu'à ce titre, il ne convient pas qu'ils soient libérés anticipativement de manière automatique. Eu égard à l'objectif du législateur, ces condamnés se trouvent dans une situation essentiellement différente de celle des condamnés qui ne sont visés par aucun motif d'exclusion.

B.9. Le fait que le législateur n'ait pas prévu un examen individualisé de la situation de chacun des condamnés exclus de la mesure de libération anticipée permettant, le cas échéant, de pouvoir libérer certains d'entre eux anticipativement après avoir vérifié qu'il n'y a aucune contre-indication, n'est pas critiquable en soi. L'organisation d'un tel examen individualisé est en effet difficilement conciliable avec la nature particulière de la mesure, dont l'efficacité dépend en grande partie de sa mise en œuvre automatique.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'identité de traitement mentionnée en B.3.2.2, il y a lieu de souligner que, dans la large marge d'appréciation dont il dispose, s'agissant d'une mesure temporaire de libération anticipée visant à réduire la surpopulation dans les prisons, le législateur a pu raisonnablement considérer, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, que tous les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de dix ans, qui subissent une peine d'emprisonnement pour des faits de terrorisme ou pour des faits portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes mœurs, ou qui font l'objet d'une mise à disposition du tribunal de l'application des peines, représentent également un danger particulièrement important pour la collectivité et doivent dès lors être soumis au même régime.

B.10. Pour le reste, les condamnés exclus de la mesure temporaire de libération anticipée disposent de la possibilité de demander la libération conditionnelle, conformément aux articles 24 et suivants de la loi du 17 mai 2006 « relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ». Dans le cadre de cette procédure, les condamnés concernés peuvent se prévaloir de leur situation personnelle devant le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines, lequel appréciera s'il y a lieu de faire droit à la demande de libération conditionnelle. Le fait qu'un condamné ait déjà demandé à bénéficier d'une telle mesure, sans que cette demande aboutisse, et que ce condamné ne puisse pas formuler à nouveau une telle demande avant la fin de sa peine découle de l'application des règles applicables en matière de libération conditionnelle, qui sont conçues pour que les condamnés ne puissent pas introduire des demandes de manière répétée, et ne conduit dès lors pas à une autre conclusion. La différence de traitement en cause ne produit donc pas des effets disproportionnés pour les personnes concernées.

B.11. En ce qu'ils portent sur les condamnés visés à l'article 64, § 2, premier à quatrième tirets, de la loi du 30 juillet 2022, les moyens ne sont pas fondés.

En ce qui concerne les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour

B.12. En ce qui concerne les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour, la différence de traitement repose sur un critère objectif, à savoir le statut de séjour.

B.13.1. Le Conseil des ministres soutient qu'une réinsertion de ces condamnés en Belgique après avoir purgé leur peine est impossible et qu'eu égard au risque important qu'ils basculent dans la clandestinité, ces condamnés présentent un risque élevé de récidive. Le risque de perdre leur trace serait en outre de nature à compliquer l'indemnisation des victimes.

B.13.2. La mesure temporaire de libération anticipée ne poursuit pas un objectif de réinsertion, à la différence des règles applicables en matière d'exécution des peines. Elle vise à réduire la surpopulation carcérale, dans l'attente de la création de nouvelles places au sein du système pénitentiaire, tout en tenant compte du profil dangereux de certains condamnés. Comme il est dit en B.1.3, avant de libérer anticipativement un condamné, le directeur doit s'assurer de la faisabilité de la mesure et vérifier que le condamné dispose d'un logement et de moyens d'existence suffisants, conformément à l'article 65, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 2022. Cet examen est de nature à réduire dans une large mesure le risque que le condamné bascule dans la clandestinité et, partant, le risque de récidive ou de non-indemnisation des victimes.

Le critère du statut de séjour n'est pas pertinent, eu égard à l'objectif du législateur d'exclure les condamnés jugés dangereux de la mesure de libération anticipée.

B.13.3. En ce qu'ils portent sur les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour, les moyens sont fondés. L'article 64, § 2, cinquième tiret, de la loi du 30 juillet 2022 doit être annulé.

En ce qui concerne les condamnés qui sont suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes

B.14.1. En ce qui concerne les condamnés suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes, il y a lieu de souligner qu'en vertu de l'article 5 de la loi du 10 juillet 2006 « relative à l'analyse de la menace », l'OCAM est l'organe chargé de l'évaluation de la menace en Belgique. Par « menace », il y a lieu d'entendre les menaces « susceptibles de porter atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État, aux intérêts belges et à la sécurité des ressortissants belges à l'étranger ou à tout autre intérêt fondamental du pays tel que défini par le Roi sur la proposition du Conseil national de sécurité » (article 3 de la même loi).

Les banques de données communes sont constituées dans un but de prévention et de suivi du terrorisme ou de l'extrémisme, lorsqu'il peut mener au terrorisme (articles 44/11/3bis, § 1^{er}, et 44/2, § 2, de la loi du 5 août 1992). Elles rassemblent un certain nombre de données à caractère personnel et d'informations liées à cet objectif. L'OCAM a accès à ces banques de données communes (article 44/11/3ter, § 1^{er}, de la même loi).

B.14.2. Selon le Conseil des ministres, toute personne figurant dans les banques de données communes doit être considérée comme faisant l'objet d'un suivi par l'OCAM.

Cette interprétation du motif d'exclusion n'est pas inexacte, eu égard aux missions légales de l'OCAM, qui consistent notamment à effectuer une évaluation commune de la menace, conformément à l'article 8 de la loi du 10 juillet 2006, et à sa fonction de gestionnaire opérationnel des banques de données communes (articles 4 de l'arrêté royal du 21 juillet 2016 « relatif à la banque de données commune Terrorist Fighters » et de l'arrêté royal du 23 avril 2018 « relatif à la banque de données commune Propagandistes de haine et portant exécution de certaines dispositions de la section 1^{er}bis ' de la gestion des informations ' du chapitre IV de la loi sur la fonction de police »).

Il s'ensuit que le critère lié au suivi du condamné par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes, sur lequel la différence de traitement repose, est objectif.

B.14.3. Compte tenu de la large marge d'appréciation dont il dispose, s'agissant d'une mesure temporaire de libération anticipée visant à réduire la surpopulation dans les prisons, le législateur a pu raisonnablement considérer, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, que les condamnés suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes représentent un danger particulièrement important pour la collectivité et qu'à ce titre, il ne convient pas qu'ils soient libérés anticipativement de manière automatique. Le critère mentionné en B.14.2 est pertinent, eu égard à l'objectif du législateur d'exclure les condamnés jugés dangereux de la mesure de libération anticipée.

B.14.4. Sans préjudice des voies de recours de droit commun, la circonstance qu'aucun recours spécifique n'est organisé pour permettre au condamné de contester son inscription dans les banques de données communes ne rend pas son exclusion de la libération anticipée disproportionnée, compte tenu du caractère exceptionnel de la mesure et de son incompatibilité avec l'organisation d'un examen individualisé.

B.14.5. Pour les mêmes motifs que ceux qui ont été mentionnés en B.10, la différence de traitement ne produit pas des effets disproportionnés pour les condamnés qui sont suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes.

B.14.6. En ce qu'ils portent sur les condamnés qui sont suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes, les moyens ne sont pas fondés.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 64, § 2, cinquième tiret, de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II »;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 14 septembre 2023.

Le greffier,
N. Dupont

Le président,
P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/45685]

Uittreksel uit arrest nr. 120/2023 van 14 september 2023

Rolnummers 7850 en 7886

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 64, § 2, van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II », ingesteld door E.G. en I.M. en door de vzw « Ligue des droits humains » en de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia en K. Jadin, bijgestaan door de griffier N. Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 augustus 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 31 augustus 2022, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 64, § 2, van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 2022) door E.G. en I.M., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. L. Laperche, advocaat bij de balie Luik-Hoei.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderden de verzoekende partijen eveneens de schorsing van dezelfde wetsbepaling. Bij het arrest nr. 135/2022 van 20 oktober 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.135), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 maart 2023, heeft het Hof de vordering tot schorsing verworpen.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 november 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 november 2022, is beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wetsbepaling door de vzw « Ligue des droits humains » en de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. L. Laperche.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderden de verzoekende partijen eveneens de schorsing van dezelfde wetsbepaling. Bij het arrest nr. 24/2023 van 9 februari 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.024), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 juli 2023, heeft het Hof de vordering tot schorsing verworpen.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 7850 en 7886 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 64, § 2, van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II » (hierna : de wet van 30 juli 2022). Die bepaling maakt deel uit van hoofdstuk 15 van die wet, met als opschrift « Tijdelijke maatregel tot vermindering van de overbevolking in de gevangnissen ».

B.1.2. Artikel 64 van de wet van 30 juli 2022 bepaalt :

« § 1. De directeur kent een vervroegde invrijheidstelling toe aan de veroordeelde die zich in de tijdsvoorwaarden bevindt voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling, vanaf zes maanden voor het einde van het uitvoerbaar gedeelte van de vrijheidsstraf of van de vrijheidsstraffen waartoe hij is veroordeeld.

In afwijking van het eerste lid, is de veroordeelde wiens strafuitvoeringsmodaliteit tijdens de geldigheidsduur van deze maatregel door de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank wordt herroepen gedurende zes maanden na de tenuitvoerlegging van het vonnis tot herroeping uitgesloten van de vervroegde invrijheidstelling.

Indien de vervroegde invrijheidstelling niet wordt herroepen, loopt zij tot het bereiken van het strafeinde.

Indien de vervroegde invrijheidstelling wordt herroepen, kan zij niet opnieuw worden toegekend.

§ 2. De volgende veroordeelden zijn uitgesloten van de vervroegde invrijheidstelling bedoeld in paragraaf 1 :

- de veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan het totaal meer dan tien jaar bedraagt;

- de veroordeelden die een of meerdere gevangenisstraffen ondergaan voor de feiten bedoeld in boek II, titel *I*ter, van het Strafwetboek;

- de veroordeelden die een of meerdere gevangenisstraffen ondergaan voor de feiten vermeld in de artikelen 417/7 tot 417/24, 417/50, 417/55, 417/56, 417/59 en 417/63 van het Strafwetboek;

- de veroordeelden die het voorwerp uitmaken van een veroordeling met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank overeenkomstig de artikelen 34ter of 34quater van het Strafwetboek;

- de veroordeelden die geen recht hebben op verblijf;

- de veroordeelden die worden opgevolgd door het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken bedoeld in de artikelen 44/11/3bis tot 44/11/3quinquies van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt ».

B.1.3. Krachtens artikel 64, § 1, van de wet van 30 juli 2022 kent de directeur een vervroegde invrijheidstelling toe aan de veroordeelde die zich in de tijdsvoorwaarden bevindt voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling, vanaf zes maanden vóór het einde van het uitvoerbare gedeelte van de vrijheidsstraf of van de vrijheidsstraffen waartoe hij is veroordeeld, mits verschillende voorwaarden in acht worden genomen. De strafuitvoeringsmodaliteit die ten aanzien van de veroordeelde is bepaald mag niet door de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank zijn herroepen in de zes maanden die voorafgaan. De directeur dient zich eveneens te verzekeren van de haalbaarheid van de maatregel en na te gaan of de veroordeelde over onderdak en over voldoende middelen van bestaan beschikt (artikel 65, § 1).

De directeur kan de vervroegde invrijheidstelling herroepen wanneer er ernstige aanwijzingen voorhanden zijn dat de veroordeelde het verbod op het plegen van strafbare feiten niet heeft nageleefd of wanneer hij de voorwaarde niet naleeft die erin bestaat de slachtoffers niet lastig te vallen en zich onmiddellijk te verwijderen van de plaats waar hij een slachtoffer ontmoet (artikel 65, § 3, van dezelfde wet).

B.1.4. De vervroegde invrijheidstelling is een tijdelijke maatregel die ertoe strekt de overbevolking in de gevangenissen te verminderen, in afwachting dat er nieuwe plaatsen worden gecreëerd binnen het penitentiaire systeem. Zij is van toepassing tot 31 augustus 2023. De Koning kan de toepassing ervan evenwel verlengen, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tot 31 december 2024 (artikel 66 van de wet van 30 juli 2022). In de parlementaire voorbereiding wordt in dat verband vermeld :

« In het licht van de huidige toestand van overbevolking in de gevangenissen en de vooruitzichten op dat vlak, is het noodzakelijk om de maatregel van vervroegde invrijheidstelling die met gewenst effect werd ingezet ter bestrijding van de coronacrisis, tijdelijk te behouden als instrument in de strijd tegen de overbevolking en dit tot 31 augustus 2023. Die datum kan door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit verlengd worden tot 31 december 2024.

Deze maatregel wordt dus in eerste instantie voorzien tot 31 augustus 2023, maar kan verlengd worden tot eind 2024. Tussen eind dit jaar en eind 2024 zal er immers definitieve detentiecapaciteit bijkomen. Een tussentijdse evaluatie tegen 31 augustus 2023 dringt zich evenwel op » (*Parl. St., Kamer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 77*).

Indien de vervroegde invrijheidstelling niet wordt herroepen, loopt zij tot het bereiken van het strafeinde (artikel 64, § 1, derde lid, van de wet). Zij gaat gepaard met een proeftermijn die gelijk is aan de duur van het nog resterende gedeelte van de vrijheidsstraffen op het ogenblik van de vervroegde invrijheidstelling, tijdens welke de veroordeelde geen strafbare feiten mag plegen, noch de slachtoffers mag lastigvallen, en zich onmiddellijk moet verwijderen van de plaats waar hij een slachtoffer ontmoet (artikel 65, § 2, eerste en tweede lid).

B.1.5. Verschillende categorieën van veroordeelden worden uitgesloten van de maatregel, krachtens het bestreden artikel 64, § 2, van de wet van 30 juli 2022, namelijk de veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan de totale duur meer dan tien jaar bedraagt (eerste streepje), de veroordeelden die een gevangenisstraf ondergaan voor feiten van terrorisme (tweede streepje) of voor feiten die de seksuele integriteit, het seksuele zelfbeschikkingsrecht en de goede zeden aantasten (derde streepje), de veroordeelden wier veroordeling gepaard gaat met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank overeenkomstig de artikelen 34^{ter} of 34^{quater} van het Strafwetboek (vierde streepje), de veroordeelden die geen recht hebben op verblijf (vijfde streepje) en de veroordeelden die worden opgevolgd door het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (hierna : het OCAD) in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken bedoeld in de artikelen 44/11/3^{bis} tot 44/11/3^{quinquies} van de wet van 5 augustus 1992 « op het politieambt » (hierna : de wet van 5 augustus 1992) (zesde streepje).

Die uitsluitingen worden in de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

« Paragraaf 2 van het tweede artikel somt de categorieën veroordeelden op die van de vervroegde invrijheidstelling zijn uitgesloten. Het zijn dezelfde categorieën als bij de maatregel vervroegde invrijheidstelling ' COVID-19 ' en ook de verantwoording is dezelfde. Het gaat om de personen die veroordeeld zijn tot één of meer vrijheidsberovende straffen waarvan het totaal meer dan 10 jaar bedraagt, omdat het totaal van de straffen te hoog is en het te gevaarlijk is om deze veroordeelden automatisch vervroegd vrij te laten, zonder eventuele contra-indicaties te beoordelen. Bovendien wordt ook de aard van de veroordeling als criterium gehanteerd : veroordeling voor zedenfeiten, terroristische misdrijven en veroordelingen met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank. Ook de vreemdelingen zonder recht op verblijf worden uitgesloten. En tot slot worden ook de veroordeelden die worden opgevolgd door het OCAD in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken uitgesloten. De motivering voor uitsluiting is dezelfde als voor de andere categorieën : het maatschappelijk gevaar dat van deze veroordeelden uitgaat » (*Parl. St., Kamer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 80*).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.2.1. De twee verzoekende partijen in de zaak nr. 7886 zijn vzw's die de bescherming van de grondrechten van de burgers als statutair doel hebben.

B.2.2. Aangezien het belang van die verzoekende partijen bij de vernietiging van de bestreden bepalingen niet wordt betwist, is het niet noodzakelijk het belang te onderzoeken van de verzoekende partijen in de zaak nr. 7850, die een vergelijkbare argumentatie uiteenzetten.

Ten gronde

B.3.1. De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepaling de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, in voorkomend geval in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie en het evenredigheidsbeginsel, schendt in zoverre zij verschillende categorieën van veroordeelden automatisch uitsluit van het voordeel van de vervroegde invrijheidstelling zes maanden voor het einde van hun straf, zonder in een geïndividualiseerd onderzoek van hun situatie te voorzien.

B.3.2.1. De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepaling een verschil in behandeling tussen veroordeelden doet ontstaan naargelang zij al dan niet worden beoogd door een in de bestreden bepaling bedoelde uitsluiting. Alle veroordeelden die door een dergelijke uitsluiting worden beoogd, worden verplicht uitgesloten van het voordeel van de vervroegde invrijheidstelling, zonder een geïndividualiseerd onderzoek van hun situatie te kunnen genieten, terwijl de andere veroordeelden een dergelijke maatregel van rechtswege genieten, en zulks terwijl de veroordeelden die tot die twee categorieën behoren, een vergelijkbare graad van gevaarlijkheid kunnen vertonen (eerste onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 7850; eerste onderdeel van het eerste middel in de zaak nr. 7886).

B.3.2.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 7850 bekritisieren met name het feit dat de bestreden bepaling alle gedetineerden die wegens eenzelfde soort van misdrijf zijn veroordeeld, op identieke wijze behandelt, in zoverre zij automatisch van het voordeel van de maatregel van vervroegde invrijheidstelling worden uitgesloten, ook al kunnen zij een graad van gevaarlijkheid vertonen die niet vergelijkbaar is (tweede onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 7850).

B.3.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 7886 betwisten in het bijzonder het feit dat vreemdelingen die geen recht hebben op verblijf, worden uitgesloten van de maatregel van vervroegde invrijheidstelling. Volgens die verzoekende partijen zegt het verblijfsstatuut van een veroordeelde niets over zijn al dan niet gevaarlijke karakter (tweede onderdeel van het eerste middel in de zaak nr. 7886).

B.3.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 7886 bekritisieren ook het gebrek aan objectiviteit en, bijgevolg, aan voorzienbaarheid van de uitsluiting van de door het OCAD gevolgde veroordeelden van de maatregel van vervroegde invrijheidstelling. Zij bekritisieren eveneens het feit dat het voor die veroordeelden onmogelijk is het gevolgd worden door het OCAD te betwisten (tweede middel in de zaak nr. 7886).

B.4.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regels van de gelijkheid en van de niet-discriminatie zijn toepasselijk ten aanzien van alle rechten en alle vrijheden, met inbegrip van die welke voortvloeien uit internationale verdragen die België binden.

Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dat beginsel verzet er zich overigens tegen dat categorieën van personen die zich ten aanzien van de betwiste maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.4.2. Artikel 12 van de Grondwet waarborgt de individuele vrijheid.

B.4.3. Artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgt eveneens het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie wat betreft het genot van de rechten en vrijheden welke in dat Verdrag en zijn aanvullende protocollen zijn vermeld. Tot die rechten en vrijheden behoort artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, dat bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op persoonlijke vrijheid en veiligheid. Niemand mag van zijn vrijheid worden beroofd, behalve in de navolgende gevallen en langs wettelijke weg :

- a) indien hij op rechtmatige wijze wordt gevangen gehouden na veroordeling door een daartoe bevoegde rechter;
- b) indien hij op rechtmatige wijze is gearresteerd of gevangen wordt gehouden, wegens weigering een overeenkomstig de wet door een rechter gegeven bevel op te volgen of ten einde de nakoming van een door de wet voorgeschreven verplichting te verzekeren;
- c) indien hij op rechtmatige wijze is gearresteerd of gevangen gehouden ten einde voor de bevoegde rechterlijke instantie te worden geleid, wanneer redelijke termen aanwezig zijn om te vermoeden, dat hij een strafbaar feit heeft begaan of indien er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat het noodzakelijk is hem te beletten een strafbaar feit te begaan of te ontvluchten nadat hij dit heeft begaan;
- d) in het geval van rechtmatige gevangenhouding van een minderjarige met het doel in te grijpen in zijn opvoeding of in het geval van zijn rechtmatige gevangenhouding, ten einde hem voor het bevoegde gezag te geleiden;
- e) in het geval van rechtmatige gevangenhouding van personen die een besmettelijke ziekte zouden kunnen verspreiden, van geesteszieken, van verslaafden aan alcohol of verdovende middelen of van landlopers;
- f) in het geval van rechtmatige arrestatie of gevangenhouding van personen ten einde hen te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen, of indien tegen hen een uitwijzings- of uitleveringsprocedure hangende is.

2. Iedere gearresteerde moet onverwijld en in een taal, welke hij verstaat, op de hoogte worden gebracht van de redenen van zijn arrestatie en van alle beschuldigingen welke tegen hem zijn ingebracht.

3. Eenieder die gearresteerd is of gevangen wordt gehouden, overeenkomstig lid 1 c) van dit artikel moet onmiddellijk voor een rechter worden geleid of voor een andere autoriteit die door de wet bevoegd verklaard is om rechterlijke macht uit te oefenen en heeft het recht binnen een redelijke termijn berecht te worden of hangende het proces in vrijheid te worden gesteld. De invrijheidstelling kan afhankelijk worden gesteld van een waarborg voor de verschijning van de betrokkene in rechte.

4. Eenieder die door arrestatie of gevangenhouding van zijn vrijheid is beroofd heeft het recht voorziening te vragen bij de rechter opdat deze op korte termijn beslist over de wettigheid van zijn gevangenhouding en zijn invrijheidstelling beveelt, indien de gevangenhouding onrechtmatig is.

5. Eenieder die het slachtoffer is geweest van een arrestatie of een gevangenhouding in strijd met de bepalingen van dit artikel heeft recht op schadeloosstelling ».

B.5. Het repressieve beleid waaronder de vaststelling van de ernst van een tekortkoming en de zwaarwichtigheid waarmee zij kan worden bestraft, met inbegrip van de mogelijkheden tot individualisering van de straf en de daaraan verbonden gevolgen en vorderingen, behoort tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever. Die vermag zich ook streng op te stellen in aangelegenheden waar de inbreuken de grondrechten van de burgers en de belangen van de gemeenschap ernstig kunnen aantasten. Die overwegingen gelden ook voor de tenuitvoerlegging van straffen, in het bijzonder indien het een tijdelijke maatregel betreft die ertoe strekt de overbevolking in de gevangenen te verminderen.

B.6. Aangezien de grief met betrekking tot de in B.3.2.2 vermelde gelijke behandeling van de veroordeelden die door een in artikel 64, § 2, van de wet van 30 juli 2022 bedoelde uitsluitingsgrond worden beoogd, in werkelijkheid erop neerkomt dat de evenredigheid in het geding wordt gebracht van het in B.3.2.1 vermelde verschil in behandeling tussen de veroordeelden die door een in die bepaling bedoelde uitsluitingsgrond worden beoogd en de veroordeelden die niet door enige uitsluitingsgrond worden beoogd, neemt het Hof het onderzoek van die grief op in het onderzoek van het voormelde verschil in behandeling.

Het Hof onderzoekt eerst het verschil in behandeling in zoverre het betrekking heeft op de veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan het totaal meer dan tien jaar bedraagt (eerste streepje), de veroordeelden die een gevangenisstraf ondergaan voor feiten van terrorisme (tweede streepje) of voor feiten die de seksuele integriteit, het seksuele zelfbeschikkingsrecht en de goede zeden aantasten (derde streepje) en de veroordeelden die het voorwerp uitmaken van een veroordeling die gepaard gaat met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank (vierde streepje). Het Hof onderzoekt vervolgens het verschil in behandeling in zoverre het betrekking heeft op de veroordeelden die geen recht hebben op verblijf en in zoverre het betrekking heeft op de veroordeelden die door het OCAD worden gevolgd in het kader van de gemeenschappelijke gevangensbanken.

Wat betreft de veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan het totaal meer dan tien jaar bedraagt, die een gevangenisstraf ondergaan voor feiten van terrorisme of voor feiten die de seksuele integriteit, het seksuele zelfbeschikkingsrecht en de goede zeden aantasten, of die het voorwerp uitmaken van een veroordeling die gepaard gaat met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

B.7. Wat betreft de veroordeelden die door een van de in artikel 64, § 2, eerste tot vierde streepje, van de wet van 30 juli 2022 bedoelde uitsluitingsgronden worden beoogd, berust het verschil in behandeling op verschillende onderscheiden criteria, namelijk de totale duur van de vrijheidsbenemende straf of straffen (eerste streepje), de juridische kwalificatie van het gepleegde misdrijf (tweede en derde streepje) en, ten slotte, de omstandigheid dat de veroordeling al dan niet gepaard gaat met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank (vierde streepje).

Die criteria zijn objectief. Het Hof dient te onderzoeken of zij pertinent zijn, gelet op de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.

B.8.1. Zoals in B.1.4 is vermeld, is de maatregel van vervroegde invrijheidstelling een tijdelijke maatregel die ertoe strekt de overbevolking in de gevangnissen te verminderen, in afwachting dat er nieuwe plaatsen worden gecreëerd binnen het penitentiaire systeem. Wil die maatregel doeltreffend zijn, dient hij gemakkelijk en snel te kunnen worden uitgevoerd. De directeur oefent een gebonden bevoegdheid uit en dient de gedetineerde die voldoet aan de voorwaarden waarin de wetgever heeft voorzien, in vrijheid te stellen, zonder over een beoordelingsbevoegdheid te beschikken. De aard van de maatregel maakt dat hij moeilijk te verzoenen is met het organiseren van een geïndividualiseerd onderzoek van de situatie van elke veroordeelde.

Uit de in B.1.5 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de uitsluiting van de vervroegde invrijheidstelling voor de verschillende categorieën van veroordeelden die in artikel 64, § 2, van de wet van 30 juli 2022 zijn vermeld, wordt verantwoord door « het maatschappelijk gevaar dat van deze veroordeelden uitgaat » (*Parl. St., Kamer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 80*).

B.8.2. Wat betreft de in artikel 64, § 2, eerste tot vierde streepje, van de wet van 30 juli 2022 bedoelde veroordeelden, zijn de in B.7 vermelde criteria pertinent, gelet op het doel van de wetgever dat erin bestaat gevaarlijk geachte veroordeelden uit te sluiten van de maatregel van vervroegde invrijheidstelling. Binnen de ruime beoordelingsmarge waarover de wetgever beschikt, vermocht hij, aangezien het om een tijdelijke maatregel van vervroegde invrijheidstelling gaat die ertoe strekt de overbevolking in de gevangnissen te verminderen, redelijkerwijs te oordelen, zonder een kennelijke beoordelingsfout te begaan, dat de veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan de totale duur meer dan tien jaar bedraagt, die een gevangenisstraf ondergaan voor feiten van terrorisme of voor feiten die de seksuele integriteit, het seksuele zelfbeschikkingsrecht en de goede zeden aantasten, alsook de veroordeelden die het voorwerp uitmaken van een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank, een bijzonder groot gevaar inhouden voor de gemeenschap en dat zij in dat opzicht niet automatisch vervroegd in vrijheid mogen worden gesteld. Gelet op het doel van de wetgever bevinden die veroordeelden zich in een situatie die wezenlijk verschilt van die van de veroordeelden die niet door enige uitsluitingsgrond worden beoogd.

B.9. Het feit dat de wetgever niet heeft voorzien in een geïndividualiseerd onderzoek van de situatie van elk van de veroordeelden die van de maatregel van vervroegde invrijheidstelling zijn uitgesloten waardoor, in voorkomend geval, een aantal van hen vervroegd in vrijheid kan worden gesteld nadat is nagegaan dat er geen contra-indicatie bestaat, is op zich niet bekritiseerbaar. Het organiseren van een dergelijk geïndividualiseerd onderzoek is immers moeilijk verzoenbaar met de bijzondere aard van de maatregel, waarvan de doeltreffendheid grotendeels afhangt van de automatische uitvoering ervan.

Wat de in B.3.2.2 vermelde gelijke behandeling betreft, dient overigens te worden beklemtoond dat de wetgever, binnen de ruime beoordelingsmarge waarover hij beschikt, aangezien het gaat om een tijdelijke maatregel van vervroegde invrijheidstelling die ertoe strekt de overbevolking in de gevangnissen te verminderen, redelijkerwijs vermocht te oordelen, zonder een kennelijke beoordelingsfout te begaan, dat alle veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan het totaal meer dan tien jaar bedraagt, die een gevangenisstraf ondergaan voor feiten van terrorisme of voor feiten die de seksuele integriteit, het seksuele zelfbeschikkingsrecht en de goede zeden aantasten, of die het voorwerp uitmaken van een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank, eveneens een bijzonder groot gevaar betekenen voor de gemeenschap en bijgevolg aan dezelfde regeling moeten worden onderworpen.

B.10. Voor het overige beschikken de veroordeelden die zijn uitgesloten van de tijdelijke maatregel van vervroegde invrijheidstelling, over de mogelijkheid om de voorwaardelijke invrijheidstelling aan te vragen, overeenkomstig de artikelen 24 en volgende van de wet van 17 mei 2006 « betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten ». In het kader van die procedure kunnen de betrokkenen veroordeelden zich beroepen op hun persoonlijke situatie voor de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank, die zal beoordelen of er aanleiding bestaat om het verzoek tot voorwaardelijke invrijheidstelling in te willigen. Het feit dat een veroordeelde reeds heeft verzocht om een dergelijke maatregel te genieten, zonder dat dat verzoek werd ingewilligd, en dat die veroordeelde een dergelijk verzoek niet opnieuw kan indienen vóór het einde van zijn straf, vloeit voort uit de toepassing van de regels die van toepassing zijn inzake voorwaardelijke invrijheidstelling, die zo zijn ontworpen dat veroordeelden niet op herhaalde wijze verzoeken kunnen indienen, en leidt bijgevolg niet tot een andere conclusie. Het in het geding zijnde verschil in behandeling heeft dus geen onevenredige gevolgen voor de betrokken personen.

B.11. In zoverre zij betrekking hebben op de in artikel 64, § 2, eerste tot vierde streepje, van de wet van 30 juli 2022 bedoelde veroordeelden, zijn de middelen niet gegrond.

Wat betreft de veroordeelden die geen recht hebben op verblijf

B.12. Wat betreft de veroordeelden die geen recht hebben op verblijf, berust het verschil in behandeling op een objectief criterium, namelijk het verblijfsstatuut.

B.13.1. De Ministerraad voert aan dat een reclassering van die veroordeelden in België nadat zij hun straf hebben uitgezeten, onmogelijk is en dat die veroordeelden, gelet op het grote risico dat zij in de clandestiniteit verzeild geraken, een hoog risico van herhaling vertonen. Het risico om hun spoor bijster te geraken zou de schadeloosstelling van de slachtoffers bovendien kunnen bemoeilijken.

B.13.2. Met de tijdelijke maatregel van vervroegde invrijheidstelling wordt geen doel van reclassering nagestreefd, in tegenstelling tot de regels die inzake strafuitvoering van toepassing zijn. Hij strekt ertoe de overbevolking in de gevangnissen te verminderen, in afwachting dat binnen het penitentiaire systeem nieuwe plaatsen worden gecreëerd, rekening houdend met het gevaarlijke profiel van bepaalde veroordeelden. Zoals in B.1.3 is vermeld, dient de directeur, alvorens een veroordeelde vervroegd in vrijheid te stellen, zich te vergewissen van de haalbaarheid van de maatregel en na te gaan of de veroordeelde over onderdak en over voldoende middelen van bestaan beschikt, overeenkomstig artikel 65, § 1, van de wet van 30 juli 2022. Dat onderzoek kan het risico dat de veroordeelde in de clandestiniteit verzeild geraakt en, bijgevolg, het risico van herhaling of van niet-schadeloosstelling van de slachtoffers in grote mate verminderen.

Het criterium van het verblijfsstatuut is niet pertinent, gelet op het doel van de wetgever dat erin bestaat gevaarlijk geachte veroordeelden uit te sluiten van de maatregel van vervroegde invrijheidstelling.

B.13.3. In zoverre zij betrekking hebben op de veroordeelden die geen recht hebben op verblijf, zijn de middelen gegrond. Artikel 64, § 2, vijfde streepje, van de wet van 30 juli 2022 moet worden vernietigd.

Wat betreft de veroordeelden die door het OCAD worden gevolgd in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken

B.14.1. Wat betreft de veroordeelden die door het OCAD worden gevolgd in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken, moet worden beklemtoond dat het OCAD, krachtens artikel 5 van de wet van 10 juli 2006 « betreffende de analyse van de dreiging », het orgaan is dat is belast met de evaluatie van de dreiging in België. Onder « dreiging » dienen de dreigingen te worden verstaan « die de inwendige en uitwendige veiligheid van de Staat, de Belgische belangen en de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland of elk ander fundamenteel belang van het land zoals bepaald door de Koning op voorstel van de Nationale Veiligheidsraad, zouden kunnen aantasten » (artikel 3 van dezelfde wet).

De gemeenschappelijke gegevensbanken zijn opgericht ter voorkoming en ter opvolging van het terrorisme of het extremisme, wanneer dat tot terrorisme kan leiden (artikelen 44/11/3bis, § 1, en 44/2, § 2, van de wet van 5 augustus 1992). Daarin worden een aantal persoonsgegevens en informatie met betrekking tot dat doel verzameld. Het OCAD heeft toegang tot die gemeenschappelijke gegevensbanken (artikel 44/11/3ter, § 1, van dezelfde wet).

B.14.2. Volgens de Ministerraad moet elke persoon die in de gemeenschappelijke gegevensbanken voorkomt, worden geacht te worden gevolgd door het OCAD.

Die interpretatie van de uitsluitingsgrond is niet onjuist, gelet op de wettelijke opdrachten van het OCAD, die met name erin bestaan een gemeenschappelijke evaluatie van de dreiging uit te voeren, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 10 juli 2006, en gelet op zijn taak als operationeel beheerder van de gemeenschappelijke gegevensbanken (artikelen 4 van het koninklijk besluit van 21 juli 2016 « betreffende de gemeenschappelijke gegevensbank Terrorist Fighters » en van het koninklijk besluit van 23 april 2018 « betreffende de gemeenschappelijke gegevensbank Haatpropagandisten en tot uitvoering van sommige bepalingen van de afdeling 1bis ' Het informatiebeheer ' van hoofdstuk IV van de wet op het politieambt »).

Daaruit volgt dat het criterium met betrekking tot het volgen van de veroordeelde door het OCAD in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken, waarop het verschil in behandeling berust, objectief is.

B.14.3. Gelet op de ruime beoordelingsmarge waarover de wetgever beschikt, vermocht hij, aangezien het om een tijdelijke maatregel van vervoegde invrijheidstelling gaat die ertoe strekt de overbevolking in de gevangenissen te verminderen, redelijkerwijs te oordelen, zonder een kennelijke beoordelingsfout te begaan, dat de veroordeelden die door het OCAD worden gevolgd in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken, een bijzonder groot gevaar inhouden voor de gemeenschap en dat zij in dat opzicht niet automatisch vervoegd in vrijheid mogen worden gesteld. Het in B.14.2 vermelde criterium is pertinent, gelet op het doel van de wetgever dat erin bestaat gevaarlijk geachte veroordeelden uit te sluiten van de maatregel van vervoegde invrijheidstelling.

B.14.4. Onverminderd de gemeenrechtelijke beroepsmogelijkheden, maakt de omstandigheid dat in geen enkel specifiek beroep wordt voorzien om de veroordeelde toe te laten zijn opname in de gemeenschappelijke gegevensbanken te betwisten, zijn uitsluiting van de vervoegde invrijheidstelling niet onevenredig, rekening houdend met het uitzonderlijke karakter van de maatregel en met de onverenigbaarheid ervan met de organisatie van een geïndividualiseerd onderzoek.

B.14.5. Om dezelfde redenen als die welke in B.10 zijn vermeld, heeft het verschil in behandeling geen onevenredige gevolgen voor de veroordeelden die door het OCAD worden gevolgd in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken.

B.14.6. In zoverre zij betrekking hebben op de veroordeelden die door het OCAD worden gevolgd in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbanken, zijn de middelen niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 64, § 2, vijfde streepje, van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II »;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 14 september 2023.

De griffier,
N. Dupont

De voorzitter,
P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2023/45685]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 120/2023 vom 14. September 2023

Geschäftsverzeichnisnummern 7850 und 7886

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 64 § 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II », erhoben von E.G. und I.M. und von der VoG « Ligue des droits humains » und der VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia und K. Jadin, unter Assistenz des Kanzlers N. Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 30. August 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 31. August 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 64 § 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. August 2022): E.G. und I.M., unterstützt und vertreten durch RÅin L. Laperche, in Lüttich-Huy zugelassen.

Mit denselben Klageschrift beantragten die klagenden Parteien ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmung. Durch Entscheid Nr. 135/2022 vom 20. Oktober 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.135), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. März 2023, hat der Gerichtshof die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 8. November 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. November 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung: die VoG « Ligue des droits humains » und die VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », unterstützt und vertreten durch RÅin L. Laperche.

Mit derselben Klageschrift beantragten die klagenden Parteien ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmung. In seinem Entscheid Nr. 24/2023 vom 9. Februar 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.024), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Juli 2023, hat der Gerichtshof die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen.

Diese unter den Nummern 7850 und 7886 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 64 § 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II » (nachstehend: Gesetz vom 30. Juli 2022). Diese Bestimmung ist Bestandteil von Kapitel 15 dieses Gesetzes, mit der Überschrift « Zeitweilige Maßnahme, um die Überbelegung in den Gefängnissen zu verringern ».

B.1.2. Artikel 64 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 bestimmt:

« § 1^{er}. Le directeur octroie la libération anticipée au condamné qui se trouve dans les conditions de temps pour l'octroi de la libération conditionnelle, à partir de six mois avant la fin de la partie exécutoire de la ou des peines privatives de liberté auxquelles il a été condamné.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le condamné dont la modalité d'exécution de la peine est révoquée par le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines pendant la durée de validité de cette mesure est exclu de la libération anticipée pendant six mois à compter de l'exécution du jugement de révocation.

Si la libération anticipée n'est pas révoquée, elle court jusqu'à la fin de la peine.

Si la libération anticipée est révoquée, elle ne peut plus être octroyée à nouveau.

§ 2. Les condamnés suivants sont exclus de la libération anticipée visée au paragraphe 1^{er} :

- les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de dix ans;
- les condamnés qui subissent une ou plusieurs peine(s) d'emprisonnement pour des faits visés au livre II, titre *I*ter, du Code pénal;
- les condamnés qui subissent une ou plusieurs peine(s) d'emprisonnement pour des faits visés aux articles 417/7 à 417/24, 417/50, 417/55, 417/56, 417/59 et 417/63 du Code pénal;
- les condamnés qui font l'objet d'une condamnation avec une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines, conformément aux articles 34^{ter} ou 34^{quater} du Code pénal;
- les condamnés qui n'ont pas de droit de séjour;
- les condamnés qui sont suivis par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace dans le cadre des banques de données communes visées aux articles 44/11/3^{bis} à 44/11/3^{quinquies} de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ».

B.1.3. Nach Artikel 64 § 1 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 gewährt der Direktor die vorzeitige Freilassung einem Verurteilten, der die Zeitbedingungen für die Gewährung der bedingten Freilassung erfüllt, ab sechs Monate vor dem Ende des Vollstreckungszeitraums der Freiheitsstrafe oder Freiheitsstrafen, zu denen er verurteilt wurde, wenn mehrere Bedingungen erfüllt sind. Der Verurteilte darf nicht Gegenstand eines Widerrufs einer Strafvollstreckungsmodalität durch den Strafvollstreckungsrichter oder das Strafvollstreckungsgericht in den vorausgegangenen sechs Monaten gewesen sein. Der Direktor muss sich ebenfalls der Durchführbarkeit der Maßnahme vergewissern und prüfen, dass der Verurteilte eine Wohnung und ausreichende Existenzmittel hat (Artikel 65 § 1).

Der Direktor kann die vorzeitige Freilassung widerrufen, wenn es ernsthafte Hinweise gibt, dass sich der Verurteilte nicht an das Verbot, Straftaten zu begehen, gehalten hat, oder wenn er die Bedingung nicht einhält, die Opfer nicht zu belästigen und den Ort umgehend zu verlassen, wenn er auf ein Opfer trifft (Artikel 65 § 3 desselben Gesetzes).

B.1.4. Die vorzeitige Freilassung ist eine zeitweilige Maßnahme, mit der die Überbelegung in den Gefängnissen bis zur Schaffung neuer Plätze im Strafvollzug verringert werden soll. Sie ist bis zum 31. August 2023 anwendbar. Jedoch kann der König ihre Anwendung durch einen im Ministerrat beratenen Erlass bis zum 31. Dezember 2024 verlängern (Artikel 66 des Gesetzes vom 30. Juli 2022). In den Vorarbeiten heißt es diesbezüglich:

« Compte tenu de la situation actuelle de surpopulation dans les prisons et des perspectives à cet égard, il est nécessaire de conserver temporairement la mesure de libération anticipée qui avait été utilisée dans le but de lutter contre la crise du coronavirus en tant que cette fois qu'instrument de lutte contre la surpopulation et ce, jusqu'au 31 août 2023. Cette date peut être prolongée par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, jusqu'au 31 décembre 2024.

Cette mesure est donc prévue dans un premier temps jusqu'au 31 août 2023, mais peut être prolongée jusqu'à fin 2024. Entre la fin de cette année et la fin 2024, de la capacité permanente de détention sera ajoutée. Une évaluation à mi-parcours d'ici au 31 août 2023 s'impose toutefois » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, S. 77).

Wird die vorzeitige Freilassung nicht widerrufen, läuft sie bis zum Ende der Strafe (Artikel 64 § 1 Absatz 3 des Gesetzes). Sie geht mit einer Probezeit einher, die der Dauer der Freiheitsstrafen entspricht, die zum Zeitpunkt der vorzeitigen Freilassung noch zu verbüßen waren, während der der Verurteilte weder eine Straftat begehen noch die Opfer belästigen darf und umgehend den Ort verlassen muss, wenn er auf ein Opfer trifft (Artikel 65 § 2 Absätze 1 und 2).

B.1.5. Mehrere Kategorien von Verurteilten sind nach dem angefochtenen Artikel 64 § 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 von der Maßnahme ausgeschlossen, und zwar die Verurteilten, die eine oder mehrere Freiheitsstrafen verbüßen, deren Gesamtdauer mehr als zehn Jahre beträgt (erster Gedankenstrich), die Verurteilten, die eine Gefängnisstrafe wegen terroristischer Straftaten (zweiter Gedankenstrich), oder wegen Taten verbüßen, mit denen gegen die sexuelle Unversehrtheit, das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung und die guten Sitten verstoßen wird (dritter Gedankenstrich), die Verurteilten, deren Verurteilung mit einer Überantwortung an das Strafvollstreckungsgericht gemäß den Artikeln 34^{ter} oder 34^{quater} des Strafgesetzbuches einhergeht (vierter Gedankenstrich), die Verurteilten, die kein Aufenthaltsrecht haben (fünfter Gedankenstrich), und die Verurteilten, die vom Koordinierungsorgan für die Bedrohungsanalyse (nachstehend: KOBA) im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken, die in den Artikeln 44/11/3^{bis} bis 44/11/3^{quinquies} des Gesetzes vom 5. August 1992 « über das Polizeiamt » erwähnt sind, überwacht werden (sechster Gedankenstrich).

Diese Ausschlüsse werden in den Vorarbeiten wie folgt gerechtfertigt:

« Le paragraphe 2 reprend les catégories de condamnés qui sont exclus de la libération anticipée. Ce sont les mêmes catégories que pour la libération anticipée ' COVID ', et la justification est la même. Il s'agit des personnes qui sont condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de 10 ans, car le total des peines est trop élevé et qu'il est trop dangereux de libérer ces condamnés anticipativement de manière automatique, sans examiner aucune contre-indication. Par ailleurs, la nature de la peine est également utilisée comme critère : condamnation pour des faits de mœurs, infractions terroristes, et condamnations avec une mise à disposition du tribunal de l'application des peines. Les étrangers sans droit au séjour sont également exclus. Enfin, les personnes condamnées qui sont suivies par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes sont également exclues. La justification de l'exclusion est la même que pour les autres catégories : le danger que représentent ces condamnés pour la société » (*Parl. Dok., Kammer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, S. 80*).

In Bezug auf die Zulässigkeit

B.2.1. Die zwei klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 7886 sind zwei VoGs, die als satzungsmäßigen Zweck den Schutz der Grundrechte der Bürger haben.

B.2.2. Da das Interesse dieser klagenden Parteien an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen nicht in Abrede gestellt wird, ist es nicht erforderlich, das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 7850, die eine ähnliche Argumentation darlegen, zu prüfen.

Zur Hauptsache

B.3.1. Die klagenden Parteien führen an, dass die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10, 11 und 12 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 5 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung und mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz verstießen, insofern sie von vornherein mehrere Kategorien von Verurteilten vom Vorteil der vorzeitigen Freilassung sechs Monate vor dem Ende ihrer Strafe ausschließe, ohne eine individualisierte Prüfung ihrer Situation vorzusehen.

B.3.2.1. Die klagenden Parteien führen an, dass die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied zwischen den Verurteilten führe, je nachdem, ob sie von einem von der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Ausschluss betroffen seien oder nicht. Alle Verurteilten, die von einem solchen Ausschluss betroffen seien, seien zwingend vom Vorteil der vorzeitigen Freilassung ausgeschlossen, ohne in den Genuss einer individualisierten Prüfung ihrer Situation kommen zu können, während die anderen Verurteilten von Rechts wegen in den Genuss einer solchen Maßnahme kämen, und dies obgleich die Verurteilten dieser zwei Kategorien ein vergleichbares Maß an Gefährlichkeit aufweisen könnten (erster Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7850; erster Teil des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7886).

B.3.2.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 7850 beanstanden insbesondere den Umstand, dass in der angefochtenen Bestimmung alle Inhaftierten, die wegen derselben Art von Straftat verurteilt worden seien, gleich behandelt würden, insofern sie automatisch vom Vorteil der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung ausgeschlossen würden, obgleich sie ein Maß an Gefährlichkeit aufweisen könnten, das nicht vergleichbar sei (zweiter Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7850).

B.3.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 7886 bemängeln insbesondere den Umstand, dass Ausländer, die kein Aufenthaltsrecht haben, von der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung ausgeschlossen sind. Nach Auffassung dieser klagenden Parteien sagt die Aufenthaltsrechtsstellung eines Verurteilten nichts darüber aus, ob er gefährlich ist oder nicht (zweiter Teil des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7886).

B.3.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 7886 kritisieren ebenfalls die mangelnde Objektivität und somit Vorhersehbarkeit des Ausschlusses der vom KOBA überwachten Verurteilten von der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung. Sie beanstanden auch, dass es diesen Verurteilten nicht möglich ist, eine solche Überwachung durch das KOBA anzufechten (zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7886).

B.4.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs; die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und Nichtdiskriminierung gelten angesichts aller Rechte und aller Freiheiten, einschließlich derjenigen, die sich aus internationalen Verträgen ergeben, welche für Belgien verbindlich sind.

Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieser Grundsatz steht übrigens dem entgegen, dass Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne dass hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4.2. Artikel 12 der Verfassung gewährleistet die Freiheit der Person.

B.4.3. Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert ebenfalls den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung bei der Inanspruchnahme der Rechte und Freiheiten, die in dieser Konvention und ihren Zusatzprotokollen angeführt sind. Zu diesen Rechten und Freiheiten zählt Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention, der bestimmt:

« (1) Jede Person hat das Recht auf Freiheit und Sicherheit. Die Freiheit darf nur in den folgenden Fällen und nur auf die gesetzlich vorgeschriebene Weise entzogen werden:

- a) rechtmäßiger Freiheitsentzug nach Verurteilung durch ein zuständiges Gericht;
- b) rechtmäßige Festnahme oder rechtmäßiger Freiheitsentzug wegen Nichtbefolgung einer rechtmäßigen gerichtlichen Anordnung oder zur Erzwingung der Erfüllung einer gesetzlichen Verpflichtung;
- c) rechtmäßige Festnahme oder rechtmäßiger Freiheitsentzug zur Vorführung vor die zuständige Gerichtsbehörde, wenn hinreichender Verdacht besteht, dass die betreffende Person eine Straftat begangen hat, oder wenn begründeter Anlass zu der Annahme besteht, dass es notwendig ist, sie an der Begehung einer Straftat oder an der Flucht nach Begehung einer solchen zu hindern;
- d) rechtmäßiger Freiheitsentzug bei Minderjährigen zum Zweck überwachter Erziehung oder zur Vorführung vor die zuständige Behörde;
- e) rechtmäßiger Freiheitsentzug mit dem Ziel, eine Verbreitung ansteckender Krankheiten zu verhindern, sowie bei psychisch Kranken, Alkohol- oder Rauschgiftsüchtigen und Landstreichern;
- f) rechtmäßige Festnahme oder rechtmäßiger Freiheitsentzug zur Verhinderung der unerlaubten Einreise sowie bei Personen, gegen die ein Ausweisungs- oder Auslieferungsverfahren im Gange ist.

(2) Jeder festgenommenen Person muss in möglichst kurzer Frist⁵ in einer ihr verständlichen Sprache mitgeteilt werden, welches die Gründe für ihre Festnahme sind und welche Beschuldigungen gegen sie erhoben werden.

(3) Jede Person, die nach Absatz 1 Buchstabe c von Festnahme oder Freiheitsentzug betroffen ist, muss unverzüglich einem Richter oder einer anderen gesetzlich zur Wahrnehmung richterlicher Aufgaben ermächtigten Person vorgeführt werden; sie hat Anspruch auf ein Urteil innerhalb angemessener Frist oder auf Entlassung während des Verfahrens. Die Entlassung kann von der Leistung einer Sicherheit für das Erscheinen vor Gericht abhängig gemacht werden.

(4) Jede Person, die festgenommen oder der die Freiheit entzogen ist, hat das Recht zu beantragen, dass ein Gericht innerhalb kurzer Frist über die Rechtmäßigkeit des Freiheitsentzugs entscheidet und ihre Entlassung anordnet, wenn der Freiheitsentzug nicht rechtmässig ist.

(5) Jede Person, die unter Verletzung dieses Artikels von Festnahme oder Freiheitsentzug betroffen ist, hat Anspruch auf Schadensersatz ».

B.5. Die Strafpolitik, die die Bewertung der Schwere eines Verstoßes und die Strenge, mit der er bestraft werden kann, einschließlich der Möglichkeiten der Individualisierung der Strafe und der mit ihr verbundenen Folgen und Maßnahmen, umfasst, gehört zur Beurteilungsbefugnis des Gesetzgebers. Dieser kann in den Bereichen, in denen Straftaten eine schwerwiegende Verletzung der Grundrechte des Einzelnen und der Interessen der Allgemeinheit zur Folge haben können, auch entschieden handeln. Diese Erwägungen gelten auch für die Vollstreckung der Strafen, insbesondere wenn es um eine zeitweilige Maßnahme geht, mit der die Überbelegung von Gefängnissen verringert werden soll.

B.6. Da der Beschwerdegrund zu der in B.3.2.2 erwähnten Gleichbehandlung der Verurteilten, die von einem in Artikel 64 § 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 vorgesehenen Ausschlussgrund betroffen sind, in Wirklichkeit darauf hinausläuft, die Verhältnismäßigkeit des in B.3.2.1 erwähnten Behandlungsunterschieds zwischen den Verurteilten, die von einem in dieser Bestimmung vorgesehenen Ausschlussgrund betroffen sind, und den Verurteilten, die von keinem Ausschlussgrund betroffen sind, in Frage zu stellen, bezieht der Gerichtshof die Prüfung dieses Beschwerdegrunds in die Prüfung des vorerwähnten Behandlungsunterschieds ein.

Der Gerichtshof prüft zunächst den Behandlungsunterschied, insofern er die Verurteilten, die eine oder mehrere Freiheitsstrafen verbüßen, deren Gesamtdauer mehr als zehn Jahre beträgt (erster Gedankenstrich), die Verurteilten, die eine Gefängnisstrafe wegen terroristischer Straftaten (zweiter Gedankenstrich) oder wegen Taten verbüßen, mit denen gegen die sexuelle Unversehrtheit, das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung und die guten Sitten verstoßen wird (dritter Gedankenstrich), und die Verurteilten, die Gegenstand einer Verurteilung sind, die mit einer Überantwortung an das Strafvollstreckungsgericht einhergeht (vierter Gedankenstrich), betrifft. Der Gerichtshof prüft sodann den Behandlungsunterschied, insofern er die Verurteilten betrifft, die kein Aufenthaltsrecht haben, und insofern er die Verurteilten betrifft, die vom KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken überwacht werden.

In Bezug auf die Verurteilten, die eine oder mehrere Freiheitsstrafen verbüßen, deren Gesamtdauer mehr als zehn Jahre beträgt, die eine Gefängnisstrafe wegen terroristischer Straftaten oder wegen Taten verbüßen, mit denen gegen die sexuelle Unversehrtheit, das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung und die guten Sitten verstoßen wird, oder die Gegenstand einer Verurteilung sind, die mit einer Überantwortung an das Strafvollstreckungsgericht einhergeht

B.7. Was die Verurteilten betrifft, die von einem der in Artikel 64 § 2 erster bis vierter Gedankenstrich des Gesetzes vom 30. Juli 2022 vorgesehenen Ausschlussgründe betroffen sind, beruht der Behandlungsunterschied auf mehreren unterschiedlichen Kriterien, nämlich der Gesamtdauer der Freiheitsstrafe oder Freiheitsstrafen (erster Gedankenstrich), der rechtlichen Qualifizierung der begangenen Straftat (zweiter und dritter Gedankenstrich) und schließlich dem Umstand, ob die Verurteilung mit einer Überantwortung an das Strafvollstreckungsgericht einhergeht oder nicht (vierter Gedankenstrich).

Diese Kriterien sind objektiv. Der Gerichtshof muss prüfen, ob sie im Hinblick auf die Zielsetzung des Gesetzgebers sachdienlich sind.

B.8.1. Wie in B.1.4 erwähnt, ist die vorzeitige Freilassung eine zeitweilige Maßnahme, mit der die Überbelegung in den Gefängnissen bis zur Schaffung neuer Plätze im Strafvollzug verringert werden soll. Um wirkungsvoll zu sein, setzt es diese Maßnahme voraus, dass sie einfach und schnell umgesetzt werden kann. Der Direktor übt eine gebundene Befugnis aus und muss Inhaftierte, die die vom Gesetzgeber vorgesehenen Bedingungen erfüllen, freilassen, ohne über einen Ermessensspielraum zu verfügen. Wegen der Art der Maßnahme ist sie schwer mit der Organisation einer individualisierten Prüfung der Situation jedes einzelnen Verurteilten vereinbar.

Aus den in B.1.5 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Ausschluss der verschiedenen Kategorien der in Artikel 64 § 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 erwähnten Verurteilten von der vorzeitigen Freilassung mit « der Gefahr, die diese Verurteilten für die Gesellschaft darstellen » gerechtfertigt wurde (*Parl. Dok., Kammer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, S. 80*).

B.8.2. Die in B.7 erwähnten Kriterien scheinen in Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzgebers, die als gefährlich angesehenen Verurteilten von der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung auszuschließen, sachdienlich zu sein. Mit dem breiten Ermessensspielraum, über den er verfügt, da es sich um eine zeitweilige Maßnahme der vorzeitigen Freilassung handelt, mit der die Überbelegung in den Gefängnissen verringert werden soll, konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise den Standpunkt vertreten – ohne einen offenkundigen Beurteilungsfehler zu begehen –, dass die Verurteilten, die eine oder mehrere Freiheitsstrafen verbüßen, deren Gesamtdauer zehn Jahre überschreitet, die eine Gefängnisstrafe wegen terroristischer Straftaten oder wegen Taten verbüßen, mit denen gegen die sexuelle Unversehrtheit, das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung und die guten Sitten verstoßen wird, sowie die Verurteilten, die Gegenstand einer Überantwortung an das Strafvollstreckungsgericht sind, eine besonders große Gefahr für die Allgemeinheit darstellen und dass sie daher nicht automatisch vorzeitig freigelassen werden können. In Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzgebers befinden sich diese Verurteilten in einer im Wesentlichen anderen Situation als die Verurteilten, die von keinem Ausschlussgrund betroffen sind.

B.9. Der Umstand, dass der Gesetzgeber keine individualisierte Prüfung der Situation jedes von der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung ausgeschlossenen Verurteilten vorgesehen hat, die es gegebenenfalls ermöglichen würde, einige von ihnen vorzeitig freizulassen, nachdem überprüft wurde, dass es keine Gegenanzeige gibt, kann an sich nicht beanstandet werden. Die Organisation einer solchen individualisierten Prüfung ist nämlich schwer mit der besonderen Art der Maßnahme, deren Wirksamkeit in großem Maße von ihrer automatischen Umsetzung abhängt, zu vereinbaren.

Was die in B.3.2.2 erwähnte Gleichbehandlung betrifft, ist außerdem hervorzuheben, dass der Gesetzgeber mit dem breiten Ermessensspielraum, über den er verfügt, da es sich um eine zeitweilige Maßnahme der vorzeitigen Freilassung handelt, mit der die Überbelegung in den Gefängnissen verringert werden soll, vernünftigerweise den Standpunkt vertreten konnte – ohne einen offenkundigen Beurteilungsfehler zu begehen –, dass alle Verurteilten, die eine oder mehrere Freiheitsstrafen verbüßen, deren Gesamtdauer mehr als zehn Jahre beträgt, die eine Gefängnisstrafe wegen terroristischer Straftaten oder wegen Taten verbüßen, mit denen gegen die sexuelle Unversehrtheit, das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung und die guten Sitten verstoßen wird, oder die Gegenstand einer Überantwortung an das Strafvollstreckungsgericht sind, ebenfalls eine besonders große Gefahr für die Allgemeinheit darstellen und daher derselben Regelung unterworfen werden müssen.

B.10. Im Übrigen haben die von der zeitweiligen Maßnahme der vorzeitigen Freilassung ausgeschlossenen Verurteilten die Möglichkeit, eine bedingte Freilassung gemäß den Artikeln 24 ff. des Gesetzes vom 17. Mai 2006 « über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte » zu beantragen. Im Rahmen dieses Verfahrens können die betroffenen Verurteilten ihre persönliche Situation vor dem Strafvollstreckungsrichter oder dem Strafvollstreckungsgericht geltend machen, der bzw. das beurteilen wird, ob dem Antrag auf bedingte Freilassung stattzugeben ist. Der Umstand, dass ein Verurteilter bereits beantragt hat, in den Genuss einer solchen Maßnahme zu kommen, ohne dass dieser Antrag zum Erfolg geführt hat, und dass dieser Verurteilte einen solchen Antrag vor dem Ende seiner Strafe nicht erneut stellen kann, ergibt sich aus der Anwendung der auf dem Gebiet der bedingten Freilassung geltenden Regeln, die so abgefasst sind, dass die Verurteilten nicht wiederholt Anträge einreichen können, und führt daher nicht zu einer anderen Schlussfolgerung. Der fragliche Behandlungsunterschied führt für die betroffenen Personen folglich nicht zu unverhältnismäßigen Folgen.

B.11. Insoweit sie sich auf die in Artikel 64 § 2 erster bis vierter Gedankenstrich des Gesetzes vom 30. Juli 2022 erwähnten Verurteilten beziehen, sind die Klagegründe unbegründet.

In Bezug auf die Verurteilten, die kein Aufenthaltsrecht haben

B.12. Was die Verurteilten betrifft, die kein Aufenthaltsrecht haben, beruht der Behandlungsunterschied auf einem objektiven Kriterium, nämlich der Aufenthaltsrechtsstellung.

B.13.1. Der Ministerrat führt an, dass eine Wiedereingliederung dieser Verurteilten in Belgien, nachdem sie ihre Strafe verbüßt haben, unmöglich sei und dass diese Verurteilten angesichts des erheblichen Risikos, dass sie in den Untergrund abgleiten, ein hohes Rückfallrisiko aufwiesen. Durch die Gefahr, ihre Spur zu verlieren, könne außerdem die Entschädigung der Opfer komplizierter werden.

B.13.2. Mit der zeitweiligen Maßnahme der vorzeitigen Freilassung wird im Unterschied zu den auf dem Gebiet der Strafvollstreckung geltenden Regeln kein Wiedereingliederungsziel verfolgt. Damit soll die Überbelegung der Gefängnisse bis zur Schaffung neuer Plätze im Strafvollzug verringert werden, wobei zugleich die Gefährlichkeit bestimmter Verurteilter berücksichtigt werden soll. Wie in B.1.3 erwähnt, muss der Direktor, bevor ein Verurteilter vorzeitig freigelassen wird, gemäß Artikel 65 § 1 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 sich der Durchführbarkeit der Maßnahme vergewissern und prüfen, dass der Verurteilte eine Wohnung und ausreichende Existenzmittel hat. Diese Prüfung ist geeignet, das Risiko, dass der Verurteilte in den Untergrund abgleitet, und somit das Rückfallrisiko oder das Risiko, dass die Opfer nicht entschädigt werden, in erheblichem Maße zu verringern.

Das Kriterium der Aufenthaltsrechtsstellung ist in Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzgebers, die als gefährlich angesehenen Verurteilten von der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung auszuschließen, nicht sachdienlich.

B.13.3. Insoweit sie sich auf die Verurteilten, die kein Aufenthaltsrecht haben, beziehen, sind die Klagegründe begründet. Artikel 64 § 2 fünfter Gedankenstrich des Gesetzes vom 30. Juli 2022 ist für nichtig zu erklären.

En ce qui concerne les condamnés qui sont suivis par l'OCAM dans le cadre des banques de données communes

In Bezug auf die Verurteilten, die vom KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken überwacht werden

B.14.1. Was die Verurteilten betrifft, die vom KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken überwacht werden, ist hervorzuheben, dass das KOBA nach Artikel 5 des Gesetzes vom 10. Juli 2006 « über die Bedrohungsanalyse » das mit der Bewertung der Bedrohung in Belgien beauftragte Organ ist. Unter « Bedrohung » sind die Bedrohungen zu verstehen, « die die innere und äußere Sicherheit des Staates, die belgischen Interessen und die Sicherheit der belgischen Staatsangehörigen im Ausland oder jedes andere vom König auf Vorschlag des Nationalen Sicherheitsrats definierte Grundinteresse des Landes beeinträchtigen können » (Artikel 3 desselben Gesetzes).

Die gemeinsamen Datenbanken wurden mit dem Ziel der Verhütung und Überwachung des Terrorismus oder des Extremismus, wenn er zu Terrorismus führen kann, eingerichtet (Artikel 44/11/3bis § 1 und 44/2 § 2 des Gesetzes vom 5. August 1992). Darin werden eine Reihe von personenbezogenen Daten und Informationen im Zusammenhang mit diesem Ziel zusammengetragen. Das KOBA hat Zugriff auf diese gemeinsamen Datenbanken (Artikel 44/11/3ter § 1 desselben Gesetzes).

B.14.2. Laut dem Ministerrat muss jede Person, die in den gemeinsamen Datenbanken erfasst ist, als eine Person angesehen werden, die Gegenstand einer Überwachung durch das KOBA ist.

Diese Auslegung des Ausschlussgrundes ist in Anbetracht der gesetzlichen Aufträge des KOBA, die nach Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Juli 2006 insbesondere darin bestehen, eine gemeinsame Bewertung der Bedrohung durchzuführen, und in Anbetracht seiner Aufgabe als operativ verantwortlichen Leiter der gemeinsamen Datenbanken nicht falsch (die Artikel 4 des königlichen Erlasses vom 21. Juli 2016 « über die gemeinsame Terrorist-Fighters-Datenbank » und des königlichen Erlasses vom 23. April 2018 « über die gemeinsame Hasspropagandisten-Datenbank und zur Ausführung verschiedener Bestimmungen von Kapitel IV Abschnitt 1bis 'Informationsverwaltung' des Gesetzes über das Polizeiamt »).

Daraus folgt, dass das Kriterium im Zusammenhang mit der Überwachung des Verurteilten durch das KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken, auf dem der Behandlungsunterschied beruht, objektiv ist.

B.14.3. Unter Berücksichtigung des breiten Ermessensspielraums, über den er verfügt, da es sich um eine zeitweilige Maßnahme der vorzeitigen Freilassung handelt, mit der die Überbelegung in den Gefängnissen verringert werden soll, konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise den Standpunkt vertreten – ohne einen offenkundigen Beurteilungsfehler zu begehen –, dass die Verurteilten, die vom KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken überwacht werden, eine besonders große Gefahr für die Allgemeinheit darstellen und dass sie daher nicht automatisch vorzeitig freigelassen werden können. Das in B.14.2 erwähnte Kriterium ist in Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzgebers, die als gefährlich angesehenen Verurteilten von der Maßnahme der vorzeitigen Freilassung auszuschließen, sachdienlich.

B.14.4. Durch den Umstand, dass kein spezifischer Rechtsbehelf geregelt wurde, der es dem Verurteilten – unbeschadet der allgemeinrechtlichen Rechtsbehelfe – ermöglicht, seine Erfassung in den gemeinsamen Datenbanken anzufechten, wird sein Ausschluss von der vorzeitigen Freilassung in Anbetracht des Ausnahmecharakters der Maßnahme und ihrer Unvereinbarkeit mit einer individualisierten Prüfung nicht unverhältnismäßig.

B.14.5. Aus den gleichen wie den in B.10 erwähnten Gründen führt der Behandlungsunterschied nicht zu unverhältnismäßigen Folgen für die Verurteilten, die vom KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken überwacht werden.

B.14.6. Insoweit sie sich auf die Verurteilten beziehen, die vom KOBA im Rahmen der gemeinsamen Datenbanken überwacht werden, sind die Klagegründe unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 64 § 2 fünfter Gedankenstrich des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II » für nichtig;
- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. September 2023.

Der Kanzler
N. Dupont

Der Präsident
P. Nihoul

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/43678]

25 JUNI 2023. — Arrêté royal fixant l'attribution de la dotation à la S.A. A.S.T.R.I.D. pour l'entretien des centres d'appels urgents de la plate-forme de concertation CAD 112 pour l'année budgétaire 2023

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, les articles 10, 17 et 18 ;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral ;

Vu la loi du 26 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de l'année budgétaire 2023, allocation de base 63 20 41.40.01;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions ;

Vu l'arrêté royal du 16 janvier 2017 établissant le troisième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D., les articles 156 à 176 inclus de l'annexe jointe à cet arrêté royal ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juin 2023;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A charge de l'allocation de base 63 20 41.40.01 du budget 2023 du Service public fédéral Intérieur, une dotation de 5.000.000 euros est octroyée à la S.A. A.S.T.R.I.D., et destinée à couvrir les dépenses dans le cadre du fonctionnement et de l'entretien du CAD notamment le fonctionnement et la maintenance du parc informatique des centrales 112/100 et 101.

Le paiement de la dotation sera fait suivant l'article 172 du troisième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D..

Art. 2. La comptabilité de la S.A. A.S.T.R.I.D. permet le suivi de l'affectation de cette dotation.

Art. 3. A la clôture de chaque exercice, en préparation du contrôle de l'affectation de la dotation, une synthèse sera envoyée aux commissaires du gouvernement, avec mention de la dotation octroyée et de son affectation.

Art. 4. La ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/43678]

25 JUNI 2023. — Koninklijk besluit houdende de toekenning van de dotatie aan de N.V. A.S.T.R.I.D. voor het onderhoud van noodoproeppcentra van het CAD overlegplatform 112 voor het begrotingsjaar 2023

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, de artikelen 10, 17 en 18;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat;

Gelet op de wet van 26 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2023, basisallocatie 63 20 41.40.01;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 2017 tot vaststelling van het derde beheerscontract van A.S.T.R.I.D., de artikelen 156 tot en met 176 van de bijlage bij dit koninklijk besluit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juni 2023;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Ten laste van basisallocatie 63 20 41.40.01 van de begroting 2023 van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt aan de N.V. A.S.T.R.I.D. een dotatie toegekend van 5.000.000 euro, ter dekking van de uitgaven die betrekking hebben op de werking en het onderhoud van de CAD, en meer bepaald de werking en het onderhoud van het informaticapark van de 112/100 en 101 centrales.

De betaling van de dotatie zal gebeuren volgens artikel 172 van het derde beheerscontract van A.S.T.R.I.D..

Art. 2. De boekhouding van de N.V. A.S.T.R.I.D. maakt het mogelijk de aanwending van deze dotatie te volgen.

Art. 3. Bij het afsluiten van elk boekjaar zal ter voorbereiding van de controle van de aanwending van de dotatie een synthese aan de regeringscommissarissen worden toegestuurd met daarin aangegeven de toegekende dotatie en de aanwending ervan.

Art. 4. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN